

Feuille de route stratégique pour la Bretagne



*"Regards neufs,
choix clairs et hardis.
Unité, fidélité, discipline"*
RY Creston

Nous proposons un plan-trame de travail pour définir en équipe une feuille de route stratégique pour la Bretagne.
Chaque paragraphe doit conduire à examens et décisions précises = actions, résultats attendus, responsable en charge, planning.

Sommaire

1 Prologue : Héritage et inspiration du Célib

2 État des lieux

- 2.1 Ce qui ne va pas bien
- 2.2 Ce qui va bien
- 2.3 Synthèse

3 Prospective

- 3.1 Menaces
- 3.2 Opportunités (à développer)
- 3.3 Diagnostic global

4 Identité

- 4.1 Le socle
- 4.2 Les finalités
- 4.3 Scénarios 2050

5 Axes stratégiques détaillés

- 5.1 Jeunesse
- 5.2 Langue et culture
- 5.3 Institutions
- 5.4 Économie et emploi
- 5.5 Médias et communication
- 5.6 Diaspora

6 Organisation et mobilisation

7 Conclusion : appel à l'action

Cette démarche stratégique pour la Bretagne s’inspire des méthodes éprouvées dans les entreprises performantes.

Elle vise à transformer une vision collective en actions concrètes, efficaces et durables.

Pour organiser une conférence ou une session stratégique autour de cette feuille de route, merci de nous contacter à contact@nhu.bzh en laissant un message comprenant :

- Une brève présentation de votre structure : **association, entreprise, parti, syndicat, collectivité territoriale ou autre**,
- Ainsi que **tout commentaire ou précision** que vous jugerez utile.

Nous travaillons dans l’esprit collectif du **CELIB**.

1 – Prologue : héritage et inspiration du Célib

Pourquoi la Bretagne reste-t-elle en retrait ?

Depuis des siècles, nul ne l’ignore, **l’organisation de l’État français repose sur un centralisme poussé à l’extrême** — véritable ADN du système.

C’est la fameuse « *exception française* », cette centralisation étatique exaspérée qui n’existe dans **aucun autre pays occidental**.

Des centaines d’ouvrages, de colloques, de rapports ont analysé cette « exception » et tenté, sans succès, de la corriger.

De nombreuses réformes dites de « décentralisation » ont été votées, tambours battants, à grand renfort de communication.

Rien n’a changé. Absolument rien.

Pire encore : ces prétendues réformes, loin de fissurer le corset de l’État, **ont ajouté une couche supplémentaire à la bureaucratie normative**, à ce fameux millefeuille administratif dont tout le monde se plaint.

Or voilà que, lentement mais sûrement, **nos concitoyens commencent à remettre en cause ce centralisme** et ce jacobinisme.

Certains y voient même **une des causes majeures de leur déclassement, voire de leur déclin**.

Ainsi, selon un récent sondage, **70 % des Français et 82 % des Bretons** souhaiteraient **un État fédéral** !

Certes, il ne s’agit que d’un sondage — mais ces chiffres demeurent **stupéfiants**.

C’est la première fois que **le dogme sacro-saint de la République “une et indivisible”** est remis en question avec une telle force.

Une légitimité historique bretonne

Dans ce contexte de tensions et de bouleversements, **la Bretagne**, par son histoire, **n’a-t-elle pas toute légitimité à revendiquer clairement son autonomie** ?

L'**Emsav**, cet ensemble informel de mouvements politiques et culturels bretons, existe depuis **plus d'un siècle**.

Il a connu plusieurs phases :

- l'émergence militante à la fin du XIX^e siècle,
- la naissance des premiers partis nationalistes,
- les périodes de répression,
- la phase plus violente du **FLB**,
- puis le **renouveau culturel et politique** des années 1970.

Des pionniers et des initiatives décisives

Dès **1947**, **Polig Montjarret** fonde le **Bagad de Carhaix** et réveille, au son des cornemuses et des bombardes, les rues de nos villes.

Aujourd'hui, **les festivals bretons se comptent par centaines** et rythment l'été à travers tout le pays.

En **1950**, plusieurs personnalités bretonnes — **René Pleven, Joseph Hallégouët, Joseph Martray** — créent le **Célib** (*Comité d'études et de liaison des intérêts bretons*), qui concernait bien sûr **les cinq départements bretons**.

À partir du socle agricole, le Célib relança littéralement **l'esprit entrepreneurial des Bretons**.

Il dynamisa **l'industrie automobile et électronique**, en s'appuyant sur de **solides investissements en infrastructures**.

Le Célib, sans équivalent en France, **sut dépasser les clivages idéologiques** pour rassembler **toutes les forces vives de la Bretagne**.

Il connut son apogée **au milieu des années 1960**.

Par la suite, **une multitude d'initiatives** prirent le relais, soutenues par les syndicats, les associations culturelles, économiques et écologiques.

Pour qualifier le résultat de cette remarquable mobilisation d'énergies, **Yannick Le Bourdonnec** publia en **1996** son livre *Le Miracle breton*.

Un élan à retrouver

Pourtant, **malgré ce riche héritage historique, aucune organisation politique bretonne n'a encore réussi à s'imposer durablement** — ni sur le terrain électoral, ni en matière d'autonomie institutionnelle (c'est-à-dire de dévolution de compétences réelles).

Pendant ce temps, d'autres nations comparables aux Bretons — **Irlandais, Écossais, Catalans, Basques, Gallois, Flamands**, etc. — ont bâti **des forces politiques puissantes**, devenues **dominantes dans leur pays**, et dotées d'**institutions autonomes**.

Dès lors, **pourquoi la Bretagne reste-t-elle en retrait ?**

Une réponse possible

Le problème principal réside sans doute dans **le manque de vision stratégique à moyen et long terme**. Trop souvent, les efforts se sont concentrés sur des combats ponctuels — langue, réunification, environnement — sans jamais déboucher sur une **stratégie globale, cohérente et partagée**.

Cette **feuille de route** propose, tout en laissant ouverte la discussion, **un cadre d'analyse et d'action** visant à :

- dresser un **état des lieux lucide**,
- **identifier les menaces et les opportunités**,
- **réaffirmer l'identité bretonne** comme socle,
- **définir des axes stratégiques concrets**,
- et **proposer une organisation adaptée** accompagnée d'un plan d'action clair.

Notre objectif — notre défi ? — est de **contribuer à bâtir une plateforme politique transpartisane**, respectueuse de tous les idéaux, mais animée par la volonté de **mettre entre parenthèses les querelles idéologiques stériles** pour enfin agir collectivement au service de la Bretagne.

2. État des lieux

2.1 Ce qui ne va pas bien

Absence de grand parti politique breton crédible

En Écosse, le SNP domine la vie politique avec des dizaines de députés à Westminster et une majorité au parlement écossais. Au Pays de Galles, le Plaid Cymru siège depuis des décennies au Senedd et influence durablement les politiques publiques. En Irlande, le Sinn Féin est aujourd'hui la première force politique dans les sondages, en République comme en Irlande du Nord.

En Bretagne, rien de tel. Les partis bretons existants restent fragmentés (UDB, Parti Breton, MBP, etc.), incapables de dépasser quelques pourcents aux élections locales. Ils n'arrivent pas à toucher le grand public, et encore moins à incarner une alternative crédible face aux partis hexagonaux. Résultat : malgré un terreau favorable (identité forte, mécontentement envers Paris), aucune force politique bretonne n'existe réellement dans l'esprit des électeurs.

Divisions internes de l'Emsav

L'histoire du mouvement breton est jalonnée de querelles intestines. Dès l'entre-deux-guerres, les clivages idéologiques (droite conservatrice contre gauche socialiste et anarchiste, autonomistes contre indépendantistes) ont fracturé le mouvement. Après 1945, le poids du soupçon de collaboration a aggravé les tensions, au lieu d'être dépassé collectivement.

Aujourd'hui encore, certaines organisations se définissent d'abord par ce qu'elles ne sont pas (anti-UDB, anti-Parti Breton, etc.) plutôt que par un projet commun. À cela s'ajoutent des rivalités personnelles qui paralysent les coopérations. Conséquence : le grand public perçoit un mouvement brouillon, incapable de s'unir et de peser.

Faible visibilité médiatique

La Bretagne souffre d'un déficit énorme en matière de médias. Les grands quotidiens régionaux (Ouest-France, Télégramme, Presse Océan) appartiennent à des groupes qui ne laissent aucune place au débat sur l'avenir institutionnel de la Bretagne. Les chaînes de télévision et de radio locales sont contrôlées depuis Paris (France 3, France Bleu) et restent sous-financées. Quelques médias indépendants existent (NHU Bretagne, Ya!, Brezhoweb), mais leur portée reste limitée.

Résultat : l'agenda médiatique breton est dicté de l'extérieur, et les voix indépendantistes ou autonomistes sont marginalisées, invisibles aux yeux de la majorité des habitants.

Centralisation française

La France est régulièrement classée parmi les pays les plus centralisés d'Europe. Les régions françaises disposent de 2 à 3 fois moins de compétences et de budgets que les régions italiennes, espagnoles ou allemandes. Les élus régionaux bretons n'ont quasiment aucun pouvoir en matière d'éducation, de fiscalité, de santé ou même d'aménagement du territoire.

Tout est décidé à Paris, dans les ministères. Cette centralisation étouffe la créativité locale, bride les initiatives, et rend la Bretagne dépendante de choix politiques qui ne correspondent pas toujours à ses besoins.

Manque de financement autonome

Beaucoup d'associations bretonnes, qu'elles soient culturelles ou politiques, dépendent de subventions publiques françaises ou européennes. Cette dépendance fragilise leur autonomie et limite leur audace. Par peur de perdre des financements, certaines organisations s'autocensurent et évitent de porter des revendications politiques trop claires.

À l'inverse, les mouvements en Écosse ou en Catalogne disposent de partis puissants capables de lever des cotisations, d'organisations de diaspora bien structurées et de fondations financières. La Bretagne, faute de structures solides, reste prisonnière de financements extérieurs.

Érosion de la langue

La langue bretonne perd chaque année plusieurs milliers de locuteurs. On estime qu'à peine 150 000 personnes la parlent encore quotidiennement, et la majorité d'entre elles sont âgées de plus de 60 ans. Le gallo, autre langue de Bretagne, est encore plus marginalisé. Malgré les réussites spectaculaires de Diwan, des filières bilingues et de la Redadeg, le combat linguistique n'est pas gagné.

Sans une politique massive (immersion, médias, numérique, vie publique), le breton risque de rejoindre la liste des langues en danger critique d'extinction d'ici deux générations.

Transmission militante fragile

Le mouvement breton a souvent reposé sur des générations militantes très investies, parfois jusqu'au sacrifice personnel. Mais la relève n'est pas assurée. Une partie de la jeunesse se passionne davantage pour les grandes causes globales (écologie, justice sociale, féminisme, climat) que pour le combat identitaire breton.

Le problème est que ces jeunes ne perçoivent pas toujours que ces luttes mondiales peuvent avoir une déclinaison bretonne, ancrée dans leur territoire. Résultat : le militantisme breton vieillit, et si rien n'est fait pour attirer et former de nouvelles générations, l'Emsav risque d'entrer en déclin.

2.2 Ce qui va bien

Une identité bretonne vivace

Malgré deux siècles de centralisation française et de tentatives d'assimilation, l'identité bretonne reste une réalité palpable. Les enquêtes d'opinion montrent que plus de 70 % des habitants des cinq départements se sentent « autant bretons que français », et près d'un tiers « plus bretons que français ». Ce sentiment identitaire perdure et se transmet, même dans les zones urbaines. C'est un socle puissant sur lequel peut s'appuyer tout projet politique.

Un patrimoine culturel exceptionnel

La Bretagne possède une richesse culturelle sans équivalent : musique, danse, festoù-noz, contes, gastronomie, costumes, patrimoine bâti (menhirs, chapelles, enclos paroissiaux). Ces éléments sont connus, reconnus et attractifs. Chaque année, ils génèrent des dizaines de milliers de visiteurs et participent à la fierté des habitants.

Contrairement à d'autres régions d'Europe où la culture populaire s'est effacée, en Bretagne elle continue de vivre, se réinvente et attire les jeunes générations.

Des réussites linguistiques encourageantes

Si la langue bretonne reste en danger, des réussites notables sont à souligner : le réseau Diwan a démontré qu'une immersion totale est possible et efficace. Les filières bilingues dans l'enseignement public et catholique se sont multipliées. La Redadeg est devenue un événement festif et populaire, fédérant largement au-delà des militants traditionnels. Brezhoweb, premier

média audiovisuel numérique en langue bretonne, est une innovation pionnière en Europe. Ces avancées prouvent qu'avec volonté et créativité, des résultats peuvent être obtenus.

Un dynamisme associatif hors norme

La Bretagne est l'une des régions les plus associatives d'Europe : culture, sport, environnement, solidarité, langue, économie. Ce tissu dense constitue un terreau favorable pour mobiliser, sensibiliser et former les habitants. L'Emsav peut s'appuyer sur ces réseaux existants pour diffuser ses idées et construire une base militante large.

Une diaspora nombreuse et attachée à ses racines

Plusieurs centaines de milliers de Bretons vivent en dehors de la Bretagne, en France et à l'étranger. Beaucoup restent attachés à leur identité et à leur terre d'origine. Des associations de Bretons existent à Paris, en Île-de-France, aux États-Unis, au Canada, en Argentine.

La diaspora bretonne est un atout encore largement sous-exploité : elle pourrait devenir un relais de financement, de lobbying et de rayonnement international, à l'image des diasporas irlandaise ou arménienne.

Un territoire attractif et reconnu

La Bretagne bénéficie d'une image positive : qualité de vie, littoral, paysages, authenticité. De nombreuses enquêtes montrent que les Français la perçoivent comme une région accueillante, dynamique et culturellement forte. Cet « effet Bretagne » attire chaque année de nouveaux habitants, touristes et investisseurs. Il donne aussi une légitimité aux revendications d'autonomie, car la Bretagne est déjà identifiée comme une entité singulière et forte.

Un potentiel économique sous-jacent

L'économie bretonne est diversifiée : agriculture, agroalimentaire, numérique, énergies marines, tourisme. Les pôles de compétitivité bretons (agro, numérique, mer, biotechnologies) montrent une réelle capacité d'innovation.

Certes, la Bretagne reste périphérique dans le système français, mais cette marginalité peut se transformer en force : une économie tournée vers la mer, vers l'export, ouverte au monde. Avec plus de liberté institutionnelle, la Bretagne pourrait devenir une région phare de l'Europe nord-occidentale.

Une tradition de résistance et de résilience

Enfin, l'histoire de la Bretagne est jalonnée de luttes, de résistances et de renaissances : révoltes paysannes, Chouannerie, défense de la langue, renaissance culturelle. Même affaibli, le peuple breton n'a jamais cessé de relever la tête. Cette mémoire collective nourrit une capacité de résistance, mais aussi de créativité. Elle peut devenir une force mobilisatrice si elle est réactivée intelligemment.

2.3 Synthèse

Points faibles

- **Divisions politiques** : l'Emsav souffre d'une fragmentation chronique. Les multiples organisations, souvent concurrentes, se disputent une base militante déjà réduite. Cela empêche l'émergence d'une force crédible face aux institutions françaises et européennes.
- **Faiblesse médiatique** : sans médias puissants et indépendants, le discours breton peine à atteindre le grand public. Les journaux dominants (Ouest-France, Télégramme) filtrent et minimisent les débats sur l'autonomie ou l'indépendance, privant les Bretons d'un véritable espace de discussion démocratique.
- **Langue menacée** : la langue bretonne, cœur de l'identité, recule génération après génération. Sans un sursaut majeur, elle risque de ne devenir qu'un symbole patrimonial, privé de locuteurs vivants. Le gallo, déjà fragilisé, est encore plus marginalisé.
- **Dépendance financière** : la majorité des structures culturelles ou politiques dépend de subventions françaises ou européennes, ce qui limite leur liberté et leur capacité de long terme.
- **Transmission militante fragile** : le renouvellement générationnel est incertain. La jeunesse bretonne se mobilise sur d'autres causes (climat, féminisme, justice sociale) sans toujours faire le lien avec la question nationale.

Points forts

- **Identité solide** : malgré deux siècles de centralisation, une large majorité des habitants continue de se sentir bretons, parfois plus que français. Cet attachement est un socle puissant pour tout projet politique.
- **Culture vivante** : musique, danse, gastronomie, patrimoine matériel et immatériel font de la Bretagne une nation culturelle reconnue en Europe. Ces éléments fédèrent et rassemblent au-delà des clivages politiques.
- **Mobilisations citoyennes** : la Bretagne dispose d'un tissu associatif exceptionnel et d'une capacité de mobilisation prouvée (Redadeg, collectifs écologistes, luttes locales). Cette énergie citoyenne peut devenir la base d'un mouvement politique moderne, décentralisé et populaire.
- **Succès linguistiques partiels** : malgré le recul global, les réseaux Diwan, Div Yezh, Dihun et la Redadeg montrent qu'il est possible de gagner des batailles locales et de rallier une opinion plus large.
- **Image positive** : la Bretagne jouit d'une réputation favorable, associée à l'authenticité et à la qualité de vie. Cette image constitue un capital politique à exploiter.

Conclusion intermédiaire

La Bretagne se trouve dans une situation paradoxale : son identité est forte, sa culture rayonne, sa société civile est dynamique... mais son expression politique reste faible, fragmentée et sans relais médiatique puissant. L'enjeu stratégique majeur pour l'Emsav est donc **de transformer ce capital culturel et identitaire en force politique organisée et durable**.

3. Prospective

3.1 Menaces

Assimilation accélérée

La menace la plus grave est celle d'une assimilation culturelle et linguistique définitive. Chaque année, le nombre de locuteurs du breton diminue d'environ 10 000 personnes. Sans un plan massif, l'usage quotidien pourrait disparaître en une génération. Le gallo, encore moins soutenu, risque d'être réduit à un folklore sans transmission. Si la langue disparaît, l'identité bretonne deviendra une simple référence touristique et non plus une réalité vécue.

Centralisation française

La France est l'État le plus centralisé d'Europe. Alors que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne ou le Royaume-Uni ont accordé des pouvoirs importants à leurs régions, Paris verrouille tout. Les « réformes » de décentralisation successives n'ont jamais accordé de véritable autonomie. Le pouvoir reste concentré à l'Élysée et dans les ministères.

Rien n'indique que l'État français souhaite changer de cap. Pire : la tendance est à la recentralisation. Cela condamne la Bretagne à rester dépendante et marginalisée.

Déracinement économique

De nombreuses entreprises bretonnes passent sous contrôle extérieur. Les sièges sociaux se déplacent vers Paris ou l'étranger. Les décisions stratégiques échappent donc au territoire. Dans l'agroalimentaire, la grande distribution impose sa loi aux producteurs. Dans le numérique, les start-ups bretonnes se font racheter par des groupes nationaux ou mondiaux. Ce phénomène affaiblit la capacité de la Bretagne à décider de son avenir économique. Sans souveraineté économique, aucune souveraineté politique n'est possible.

Vieillesse militante

Le cœur du militantisme breton repose encore souvent sur des générations issues des années 1970-1980. Or, sans transmission forte, le risque est réel : un affaiblissement progressif du

mouvement, faute de relève structurée. Les jeunes se mobilisent, mais sur d'autres terrains (écologie, féminisme, climat, justice sociale, antiracisme).

Si l'Emsav ne parvient pas à relier ces luttes à la cause bretonne, il risque de rester périphérique dans l'esprit des nouvelles générations.

Répression étatique

L'État français n'hésite pas à criminaliser les mouvements contestataires. Les militants écologistes (ZAD, anti-bassines, climat) sont traités comme des « terroristes » potentiels. Les indépendantistes corses ou basques en savent quelque chose depuis longtemps. La Bretagne n'est pas à l'abri d'une telle répression si l'Emsav gagne en influence. Arrestations, pressions judiciaires, surveillance et campagnes de diffamation médiatique constituent des menaces concrètes. Cette épée de Damoclès doit être anticipée.

Érosion démographique

La Bretagne attire de nouveaux habitants, mais souvent sans lien avec l'identité locale. Ce mouvement peut avoir un effet positif (apports nouveaux, dynamisme), mais aussi diluer l'identité si l'intégration culturelle n'est pas pensée. À long terme, cela risque de créer une Bretagne « musée » où la culture vivante disparaît, remplacée par une Bretagne de carte postale.

3.2 Opportunités

Réveil identitaire européen

Partout en Europe, les nations sans État se réveillent : Écosse, Catalogne, Flandre, Pays de Galles, Corse, Sardaigne, Pays Basque. Ce mouvement de fond légitime l'idée qu'une Bretagne forte et autonome a toute sa place dans le concert des nations. La comparaison internationale peut être utilisée pour démontrer le retard français et stimuler un sursaut breton.

Succès culturels bretons

La Bretagne bénéficie d'un dynamisme culturel envié. Festivals de musique (Interceltique de Lorient, Vieilles Charrues, Yaouank), Ar Redadeg pour la langue, événements sportifs ou associatifs montrent la capacité à rassembler. Ces succès sont des vitrines puissantes qui prouvent que l'identité bretonne attire, séduit et fédère. Transformer ces forces culturelles en forces politiques reste un défi, mais aussi une chance.

Technologies numériques et réseaux sociaux

Les réseaux sociaux, podcasts, chaînes YouTube et médias indépendants permettent de

contourner le monopole des grands médias. Un discours breton innovant et moderne peut toucher des dizaines de milliers de personnes sans passer par Ouest-France ou France 3. Le numérique offre aussi la possibilité d'organiser des mobilisations, de former des communautés actives et de donner une voix aux jeunes générations.

Transition écologique et énergétique

La Bretagne dispose d'atouts naturels considérables : énergies marines, agriculture, pêche, littoral, ressources locales. Dans un monde en crise écologique, elle peut devenir un laboratoire de solutions alternatives. Cette orientation résonne fortement avec les attentes de la jeunesse et peut lier la cause bretonne à la cause planétaire.

Diaspora bretonne

Des centaines de milliers de Bretons vivent à Paris, ailleurs en France, ou à l'international (Royaume-Uni, Canada, Amériques, Australie). Cette diaspora entretient souvent un lien fort avec la Bretagne et peut constituer un relais d'influence, de compétences et de financements. Mobiliser cette force invisible serait un atout considérable.

Montée des régionalismes en France

Même en dehors de la Bretagne, les débats sur la recentralisation et la fracture territoriale s'intensifient. Les Alsaciens contestent leur intégration au Grand Est. Les Corses réclament plus d'autonomie. Les Occitans s'inquiètent pour leur langue. Cette convergence ouvre la voie à des alliances interrégionales pour réclamer une refonte institutionnelle de la France.

Capital symbolique et image positive

La Bretagne bénéficie d'une image forte et positive : authenticité, nature préservée, convivialité, identité culturelle. Cet imaginaire agit comme un « label » attractif, notamment auprès des jeunes générations et des visiteurs étrangers. Ce capital symbolique peut être transformé en levier politique, à condition de ne pas le laisser aux seuls acteurs touristiques.

Émergence d'une nouvelle génération

Une jeunesse bretonne commence à se réapproprier son identité via la musique, la langue, les sports, les réseaux sociaux. Même si elle n'est pas encore structurée politiquement, elle constitue une opportunité majeure. Si l'Emsav réussit à lui proposer un cadre moderne et inclusif, cette génération peut devenir le moteur d'une nouvelle étape historique.

3.3 Diagnostic global

La Bretagne se trouve aujourd'hui à un véritable **carrefour historique**. Les évolutions actuelles dessinent deux scénarios antagonistes :

1. Le scénario de la folklorisation et de la dilution

- L'identité bretonne devient un simple produit touristique, réduite aux crêpes, aux festoù-noz et aux paysages de cartes postales.
- La langue bretonne, faute d'un soutien massif, ne survit que dans des cercles militants ou universitaires. Le gallo disparaît presque totalement de l'espace public.
- La culture reste vivante, mais déconnectée du politique : un ornement sympathique mais sans poids décisionnel.
- Les Bretons se contentent d'être une province française, avec quelques spécificités culturelles, mais sans existence politique autonome.

2. Le scénario de l'affirmation politique et du renouveau

- La Bretagne s'inspire des autres nations sans État d'Europe (Écosse, Catalogne, Pays de Galles, Flandre) et se dote d'un projet politique structuré, crédible et lisible.
- La langue et la culture deviennent des piliers de cohésion, soutenus par des politiques ambitieuses et assumées.
- Les forces vives de la société (jeunesse, diaspora, créateurs culturels, entrepreneurs, chercheurs, militants écologistes) convergent vers un objectif commun : faire de la Bretagne un acteur reconnu et respecté.
- La Bretagne gagne une voix politique propre, d'abord sur le plan régional et européen, puis dans le débat international.

Conclusion : une obligation de choix

La Bretagne ne peut rester éternellement dans l'entre-deux. L'Emsav doit offrir une **vision claire, unifiée et ambitieuse**, faute de quoi l'histoire se décidera sans lui. La clé est de transformer les atouts existants (culture, image, mobilisations citoyennes) en **projet politique fédérateur**. L'alternative est simple : **survivre comme nation ou s'éteindre comme folklore**.

4. Identité

4.1 Le socle

Histoire

La Bretagne possède une trajectoire historique singulière, qui constitue le premier socle de son identité. Royaume indépendant au haut Moyen Âge, duché souverain reconnu en Europe, la Bretagne a entretenu pendant des siècles une diplomatie, une armée et des institutions propres.

Son annexion par la France en 1532 — présentée abusivement comme une « union » — a marqué un basculement : la perte de l'indépendance politique. Mais la mémoire de cette souveraineté demeure, et elle nourrit encore aujourd'hui les aspirations d'autonomie. Comprendre et enseigner cette histoire, dans ses grandeurs comme dans ses drames, est essentiel pour réaffirmer la continuité d'une nation qui n'a jamais cessé d'exister.

Culture

La culture bretonne forme le deuxième pilier. Elle s'exprime à travers deux langues historiques : le breton, langue celtique, et le gallo, langue romane, toutes deux menacées mais encore vivantes. Elle se manifeste aussi dans les musiques, les danses, les festoù-noz, les costumes, les légendes, les traditions maritimes et agricoles. Le patrimoine architectural — églises, calvaires, enclos paroissiaux, châteaux — illustre la créativité et la force spirituelle du peuple breton. Mais cette culture n'est pas qu'héritage : elle est aussi innovation permanente, avec des artistes, écrivains, cinéastes, créateurs numériques qui réinventent sans cesse la Bretagne contemporaine.

Valeurs

La Bretagne se reconnaît dans un ensemble de valeurs qui la distinguent et la fédèrent :

- **Solidarité** : une tradition de coopération communautaire, héritée des paroisses, des syndicats maritimes et des luttes paysannes.
- **Respect de la nature** : fruit d'une relation intime avec la mer, les forêts et la terre, aujourd'hui plus actuel que jamais à l'heure de la crise écologique.
- **Dignité** : la volonté de ne pas subir, de préserver une fierté collective, même face aux épreuves de l'histoire.
- **Ouverture** : la Bretagne a toujours été une terre d'échanges, de marins et de migrations. Elle n'a pas peur du monde ; elle y participe activement.

Ces trois dimensions — **histoire, culture, valeurs** — forment un socle solide.

C'est en les assumant pleinement que la Bretagne peut construire son avenir. Elles rappellent que l'identité n'est pas une nostalgie mais une **force vivante**, capable d'inspirer et de guider des choix politiques clairs.

4.2 Les finalités

L'identité bretonne, pour être vivante, doit se projeter dans l'avenir. Le socle historique, culturel et éthique ne prend tout son sens que s'il nourrit des **finalités claires**, des accomplissements collectifs vers lesquels tendre.

Transmettre la langue aux générations futures

La première finalité, vitale, est la sauvegarde et la transmission de la langue bretonne et du gallo. Il ne s'agit pas seulement d'un patrimoine immatériel, mais d'un outil vivant de pensée, d'expression et de cohésion. Si le breton et le gallo disparaissent, c'est une part essentielle de l'âme bretonne qui s'éteint.

L'objectif est donc d'inverser la tendance actuelle : faire du bilinguisme une évidence, généraliser l'enseignement immersif, multiplier les usages sociaux et numériques de la langue. Chaque enfant, en Bretagne, devrait pouvoir grandir avec sa langue historique comme richesse, et non comme curiosité marginale.

Faire reconnaître la Bretagne comme nation européenne

La deuxième finalité est politique et symbolique : la reconnaissance de la Bretagne comme **nation d'Europe**. Cela ne signifie pas nécessairement l'indépendance immédiate, mais une présence affirmée sur la scène européenne aux côtés des autres nations sans État (Écosse, Catalogne, Flandre, Pays de Galles, etc.).

Être reconnu comme nation, c'est affirmer que la Bretagne n'est pas une simple région française, mais un peuple avec son histoire, sa culture et sa volonté politique. Cette reconnaissance peut d'abord passer par des institutions culturelles, sportives, universitaires ou économiques, avant de se traduire en statut politique.

Atteindre une autonomie réelle : institutions, économie, culture

La finalité ultime est de doter la Bretagne d'une **autonomie effective**. Cela implique :

- **Institutions** : un parlement breton disposant de compétences réelles (éducation, langue, fiscalité, environnement, aménagement du territoire).
- **Économie** : la capacité de contrôler une partie significative de ses richesses (agriculture, pêche, énergies marines, technologies numériques), avec des sièges sociaux implantés sur le territoire.

- **Culture** : des politiques publiques ambitieuses pour soutenir la création, la recherche et la transmission culturelle, afin de sortir d'une logique de survie et entrer dans une logique de rayonnement.

Ces trois finalités dessinent un horizon commun : une Bretagne **confiante en elle-même, assumant son identité et reconnue comme acteur politique et culturel en Europe.**

4.3 Scénarios 2050

La Bretagne, comme toute nation en devenir, peut envisager son avenir à travers des scénarios contrastés. Ces projections à l'horizon 2050 permettent de **mesurer les risques** mais aussi de **visualiser les possibles**.

Scénario noir : la folklorisation achevée

- **Langue et culture** : le breton n'est plus parlé que par quelques milliers de personnes âgées, le gallo a disparu. Les festoù-noz subsistent mais comme produits touristiques, déconnectés de toute vitalité sociale.
- **Politique** : la Bretagne n'a pas d'autonomie réelle, ses élus se contentent de défendre des budgets limités dans le cadre français. Paris continue de décider des grandes orientations économiques, fiscales et culturelles.
- **Économie** : les sièges sociaux, les centres de décision et les capitaux sont ailleurs (Paris, Londres, Bruxelles). La Bretagne fournit une main-d'œuvre et des paysages, mais n'a pas de stratégie propre.
- **Identité** : la Bretagne devient une « région française parmi d'autres », connue pour ses crêpes et ses menhirs, mais vidée de sa substance nationale.

Scénario lumineux : la Bretagne actrice et souveraine de son destin

- **Langue et culture** : un million de locuteurs du breton, un gallo réhabilité et enseigné. Les langues bretonnes sont présentes dans l'éducation, l'administration, les médias et le numérique.
- **Politique** : la Bretagne dispose d'un parlement doté de compétences fortes, négocie directement avec l'Union européenne et s'inscrit dans les réseaux des nations d'Europe. Elle est reconnue comme nation à part entière.
- **Économie** : les richesses maritimes, agricoles, énergétiques et technologiques sont valorisées localement. Des sièges sociaux, des centres de recherche et des pôles d'innovation s'implantent durablement en Bretagne.
- **Identité** : la Bretagne s'affirme comme une nation moderne, ouverte et influente, conjuguant ses traditions millénaires avec une créativité contemporaine. Elle attire talents, investisseurs et artistes, et devient un modèle européen d'autonomie réussie.

5. Axes stratégiques détaillés

5.1 Jeunesse

La jeunesse est la clé de la survie et du renouveau de l'Emsav. Sans elle, toute stratégie se condamne à court terme. Or, les jeunes Bretons sont aujourd'hui à la fois **ouverts au monde** et souvent **déracinés localement**. Il est donc crucial de créer des ponts entre leurs aspirations universelles (écologie, justice sociale, numérique, égalité) et la cause bretonne.

Créer des programmes d'éducation populaire liés à l'histoire bretonne

- Développer des ateliers, stages et séjours centrés sur l'histoire et la culture bretonne, mais dans une approche vivante, critique et créative.
- Produire des supports modernes (vidéos, podcasts, BD, serious games) qui racontent l'histoire de Bretagne de manière attractive et accessible.
- Associer les jeunes à des projets concrets de mémoire (parcours urbains, plaques commémoratives bilingues, valorisation de lieux historiques).

Développer des festivals et espaces numériques qui parlent aux jeunes

- Soutenir et multiplier les festivals où la culture bretonne se croise avec les musiques actuelles, les arts numériques et la street culture.
- Créer des plateformes interactives (applications, réseaux sociaux dédiés, chaînes YouTube/TikTok bretonnes) pour donner une visibilité moderne à la langue et à l'identité bretonne.
- Encourager l'entrepreneuriat culturel et numérique des jeunes Bretons pour qu'ils créent eux-mêmes leurs espaces d'expression.

Intégrer les luttes écologiques et sociales dans la cause bretonne

- Montrer que la Bretagne n'est pas qu'une question d'identité, mais aussi de survie face aux crises climatiques, agricoles et maritimes.
- Articuler le discours breton autour de la souveraineté alimentaire, énergétique et environnementale, en phase avec les préoccupations de la jeunesse.
- Mettre en avant des figures jeunes et militantes capables de relier la cause bretonne avec les grands combats de notre époque (féminisme, climat, démocratie, justice sociale).

Conclusion : une génération à conquérir

La jeunesse bretonne est connectée, créative et ouverte. Si elle n'est pas intégrée, l'Emsav restera un mouvement vieillissant. Mais si elle est placée au centre, elle peut devenir le moteur d'un **renouveau historique**, capable d'ancrer la Bretagne dans le XXI^e siècle.

5.2 Langue et culture

La langue et la culture sont le **cœur battant de l'identité bretonne**. Sans elles, la Bretagne n'est plus qu'un territoire administratif. L'avenir politique du pays dépend donc directement de la vitalité linguistique et culturelle.

Objectif clair : 500 000 locuteurs bretons en 2035, 1 million en 2050

- Fixer des objectifs chiffrés et mesurables, comme l'ont fait les Gallois avec le plan « Cymraeg 2050 ».
- Mobiliser toutes les institutions locales (Région, départements, communes, associations) autour de cet objectif national.
- Lancer une grande campagne publique, soutenue par les écoles, les médias et les artistes, pour redonner à la langue un statut social valorisé.

Massifier l'enseignement bilingue et l'immersion

- Développer massivement les filières bilingues (public, privé, Diwan), avec un objectif d'un enfant sur trois scolarisé en breton d'ici 2035.
- Créer de nouveaux collèges et lycées immersifs, avec un réseau éducatif complet, du primaire à l'université.
- Former et recruter des centaines de nouveaux enseignants brittophones grâce à un plan d'urgence régional.

Promouvoir le gallo comme langue vivante

- Sortir le gallo de la marginalisation et lui donner une place réelle dans l'enseignement, les médias et la création artistique.
- Lancer des programmes culturels et numériques spécifiques en gallo (théâtre, musique, podcasts, vidéos).
- Valoriser la complémentarité breton-gallo comme une richesse linguistique unique en Europe.

Créer un « Netflix breton » pour diffuser films et séries

- Développer une plateforme de streaming bilingue (breton/français, avec gallo ponctuel) dédiée à la diffusion de films, séries, documentaires et animations.

- Produire du contenu original en breton et en gallo, avec des sous-titres multilingues, pour donner une visibilité mondiale à la culture bretonne.
- Associer des réalisateurs, musiciens, écrivains et artistes bretons pour nourrir cette plateforme et créer un véritable écosystème audiovisuel indépendant.

Conclusion : la culture comme levier politique

Une Bretagne qui parle sa langue et diffuse sa culture dans le monde est une Bretagne qui existe politiquement. La bataille culturelle n'est pas secondaire : elle est **la condition de toute autonomie future**.

5.3 Institutions

Sans institutions fortes, la Bretagne reste un simple cadre administratif. La question institutionnelle est donc au cœur du projet politique breton : il s'agit de passer d'une région subalterne à un **acteur politique reconnu en Europe**.

Revendiquer une Assemblée de Bretagne à 5 départements

- Exiger une Assemblée dotée de pouvoirs législatifs et budgétaires réels, comparable aux parlements gallois, écossais ou catalans.
- Inclure systématiquement la Loire-Atlantique, partie intégrante de la Bretagne historique, dans toute revendication.
- Faire de cette Assemblée un organe de démocratie directe et moderne, avec participation citoyenne, initiatives populaires et consultation régulière de la population.

Relancer la mobilisation pour la réunification

- Mener une campagne continue pour rappeler que la Loire-Atlantique est bretonne par l'histoire, la culture et l'identité.
- Exiger un référendum local en Loire-Atlantique et en Bretagne administrative, avec reconnaissance du droit à décider des habitants.
- Multiplier les initiatives citoyennes et culturelles pour rendre cette réunification évidente dans les esprits (panneaux bilingues, événements culturels, actions médiatiques).

Construire un programme politique crédible pour 2030

- Élaborer une feuille de route institutionnelle claire :

- 2025-2030 : obtenir la réunification et renforcer les compétences régionales.
- 2030-2040 : doter l'Assemblée bretonne de pouvoirs fiscaux, éducatifs et culturels renforcés.
- 2040-2050 : viser une autonomie politique comparable à celle de l'Écosse.
- Créer un consensus entre associations, élus et société civile sur les priorités : langue, économie, environnement, gouvernance.
- Inspirer confiance à la population avec un projet **réaliste, chiffré et transparent**, pour dépasser l'image de l'utopie militante.

Conclusion : institutions ou disparition

Sans institutions propres, la Bretagne continuera à être absorbée dans la centralisation française. Avec elles, elle peut devenir une **nation européenne à part entière**. Le choix doit être posé clairement à la population.

5.4 Économie et emploi

L'économie est l'un des leviers les plus décisifs pour l'avenir de la Bretagne. Sans souveraineté économique, il n'y a pas de souveraineté politique. L'enjeu est donc de bâtir un **modèle breton de développement durable, solidaire et ancré dans ses territoires**.

Favoriser la souveraineté alimentaire (circuits courts)

- Relocaliser la production et la consommation pour réduire la dépendance aux importations et aux grandes surfaces.
- Encourager les marchés locaux, la vente directe, les AMAP et les filières de distribution courtes.
- Valoriser les productions identitaires (beurre, cidre, légumes, fruits de mer) comme leviers de rayonnement international.
- Promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, en rupture avec l'intensif destructeur, et créer un label « Produits de Bretagne durable ».

Développer la filière maritime et énergétique

- Faire de la Bretagne la **première puissance maritime d'Europe de l'Ouest** grâce à ses ports, sa pêche, son aquaculture et sa recherche océanographique.
- Investir massivement dans les énergies marines renouvelables (hydroliennes, éoliennes offshore, houlomoteur) et faire de la Bretagne un pôle européen de la transition énergétique.

- Soutenir l'innovation autour des bioressources marines (algues, biotech, cosmétique, santé).
- Créer un réseau logistique maritime reliant les ports bretons (Saint-Nazaire, Brest, Lorient, Roscoff, Saint-Malo) avec une stratégie d'ouverture vers l'Irlande, le Royaume-Uni et l'Atlantique Nord.

Créer des coopératives bretonnes pour garder les capitaux en Bretagne

- Développer un mouvement coopératif puissant dans l'agriculture, la pêche, l'énergie, la culture et le numérique.
- Favoriser la reprise d'entreprises par leurs salariés sous forme coopérative, pour éviter les rachats par des groupes extérieurs.
- Mettre en place une **banque d'investissement bretonne** capable de financer les projets locaux sans dépendre exclusivement des banques parisiennes.
- Encourager les épargnants bretons à investir dans des fonds régionaux éthiques pour soutenir les PME et startups du territoire.

Conclusion : un modèle breton pour le XXI^e siècle

La Bretagne peut devenir une référence internationale d'un modèle économique alliant **innovation, solidarité et durabilité**. Souveraineté alimentaire, puissance maritime et coopératives constituent les trois piliers d'une économie enracinée et tournée vers l'avenir

5.5 Médias et communication

Sans médias puissants, aucune cause politique ne peut émerger durablement. Aujourd'hui, l'espace médiatique breton est dominé par des groupes extérieurs (Ouest-France, Le Télégramme, France 3) qui filtrent, minimisent ou caricaturent le discours breton. Il est donc stratégique de construire une **communication autonome, moderne et percutante**.

Lancer un média breton indépendant, financé par la diaspora et les citoyens

- Créer une plateforme multimédia (site, webTV, podcasts) centrée sur l'actualité bretonne, l'histoire, la culture et les luttes sociales.
- Inspirer confiance par un modèle transparent : financement participatif, abonnements citoyens, soutien de la diaspora bretonne.
- Former une rédaction professionnelle capable de concurrencer les grands médias sur la qualité et la rapidité de l'information.

- Adopter une ligne éditoriale claire : indépendante de Paris, centrée sur les intérêts de la Bretagne, ouverte sur le monde celtique et européen.

Développer une communication moderne sur TikTok, Instagram, YouTube

- S'adresser directement à la jeunesse avec des formats courts, percutants et visuels.
- Créer des séries documentaires populaires sur l'histoire de Bretagne, la langue, les mobilisations, diffusées sur YouTube.
- Utiliser TikTok et Instagram pour viraliser des messages politiques et culturels de manière ludique (humour, défis, musique).
- Mettre en place un calendrier éditorial annuel pour occuper toutes les grandes dates bretonnes (Gouel Erwann, Ar Redadeg, Festival Interceltique, commémorations historiques).

Former des influenceurs bretons

- Identifier des jeunes créateurs de contenus motivés et leur donner les moyens techniques et financiers de produire régulièrement.
- Créer une école de communication militante : storytelling, montage vidéo, graphisme, prise de parole en public.
- Favoriser l'émergence de personnalités bretonnes suivies sur les réseaux, capables de porter le discours breton hors du cercle militant.
- Construire une véritable **génération numérique bretonne** qui impose son agenda et sa vision dans l'espace public.

Conclusion : occuper l'imaginaire collectif

Le combat pour la Bretagne se gagnera aussi dans les esprits. Sans médias autonomes et sans communication moderne, le mouvement restera invisible. Avec eux, il peut toucher des centaines de milliers de Bretons et s'ancrer dans la société.

5.6 Diaspora

La diaspora bretonne constitue une **force encore largement sous-estimée**. Présente sur tous les continents, elle conserve des liens affectifs, culturels et parfois économiques avec la Bretagne. Elle peut devenir un levier stratégique pour le financement, l'influence politique et la diffusion internationale de l'image bretonne.

Créer un fonds breton de soutien (crowdfunding permanent)

- Mettre en place une plateforme numérique de financement participatif dédiée aux projets culturels, éducatifs et politiques bretons.
- Associer les Bretons de l'étranger à un soutien régulier (abonnement mensuel, mécénat citoyen, micro-dons).
- Garantir la transparence absolue par la publication annuelle des comptes et des projets financés.
- Faire du fonds un outil stable et pérenne pour l'indépendance financière du mouvement breton.

Utiliser la diaspora comme relais politique auprès des institutions européennes

- Mobiliser les Bretons établis à Bruxelles, Strasbourg, Londres, Dublin ou Genève pour relayer les revendications bretonnes.
- Créer un **lobby breton européen**, structuré et efficace, capable d'interpeller les députés européens, les fonctionnaires de la Commission et les ONG.
- Développer des partenariats avec d'autres diasporas actives (irlandaise, écossaise, basque, catalane) pour amplifier la voix des nations sans État.
- Organiser des campagnes ciblées pour influencer les votes et les résolutions au Parlement européen.

Organiser des “Breton summits” à l'étranger

- Tenir chaque année une grande rencontre internationale de la diaspora, dans une ville différente (New York, Montréal, Buenos Aires, Sydney).
- Mettre ces événements au service de la Bretagne : tables rondes économiques, promotion de la culture, levées de fonds massives.
- Valoriser les réussites bretonnes dans le monde (chercheurs, entrepreneurs, artistes) comme ambassadeurs de la nation bretonne.
- Faire des “Breton summits” un rituel médiatisé qui rappelle à tous que la Bretagne dépasse ses frontières administratives.

Conclusion : une nation mondiale

La Bretagne ne se limite pas à ses cinq départements. Elle vit et rayonne à travers ses millions de descendants et amis à l'étranger. En mobilisant sa diaspora, elle peut devenir une **nation mondiale**, forte de relais économiques, politiques et culturels capables de peser dans le débat international.

6. Organisation et mobilisation

Pour transformer les aspirations bretonnes en réalité politique, il faut dépasser la dispersion actuelle. Le mouvement breton gagnera en puissance s'il parvient à **s'organiser comme une force collective structurée**, capable de définir des priorités claires et de mobiliser durablement.

Créer une structure fédérative rassemblant associations, partis, syndicats

- Mettre en place une **Confédération bretonne** ouverte à toutes les organisations partageant un minimum commun : défense de la langue, reconnaissance de la Bretagne comme nation, revendication d'autonomie.
- Préserver la diversité interne (gauche, droite, écologistes, syndicalistes, catholiques, laïcs) tout en bâtissant une stratégie commune.
- Donner à cette structure un rôle de coordination : communication unifiée, mutualisation des moyens, campagnes partagées.
- Créer un Conseil stratégique représentatif, chargé de définir les grandes orientations annuelles et d'éviter la dispersion des initiatives.

Adopter une gouvernance démocratique et inclusive

- Assurer la transparence dans les prises de décision et les finances.
- Intégrer les jeunes, les femmes, les gallésants, les brittophones et la diaspora dans les instances de gouvernance.
- Mettre en place une rotation régulière des responsabilités pour éviter les blocages et les querelles de personnes.
- Garantir un mode de fonctionnement horizontal, inspiré des mouvements citoyens européens, pour favoriser l'adhésion large.

Lancer de grandes campagnes annuelles (langue, réunification, autonomie)

- Définir chaque année un **thème prioritaire** (par exemple : 2026 = langue bretonne, 2027 = réunification, 2028 = autonomie fiscale).
- Organiser de grandes mobilisations populaires : manifestations, festivals, campagnes numériques.
- Associer les écoles, les artistes, les sportifs et les entrepreneurs bretons pour donner une visibilité massive.

- Faire de ces campagnes des moments fédérateurs qui marquent la mémoire collective et nourrissent un récit commun.

Mettre en place un financement pérenne : dons réguliers, diaspora, mécénat, entreprises bretonnes

- Instaurer un **système de cotisations et d'adhésions** pour assurer une base financière stable.
- Développer le financement participatif (crowdfunding permanent, voir 5.6 Diaspora).
- Créer un fonds de mécénat soutenu par les entreprises bretonnes sensibles à la cause culturelle et territoriale.
- Diversifier les sources de revenus pour éviter toute dépendance unique (notamment vis-à-vis des subventions publiques françaises).

Conclusion : de la dispersion à la puissance collective

Sans organisation fédératrice, l'Emsav restera morcelé. Avec une structure solide, démocratique et financée, il pourra se hisser au niveau des autres mouvements nationaux européens. C'est **la condition pour peser durablement** dans le rapport de force avec Paris et Bruxelles.

7. Conclusion : Appel à l'action

L'Emsav est à un **tournant historique**. Après plus d'un siècle de luttes éparses, de succès partiels et de désillusions, la Bretagne doit choisir sa voie.

- **Choix 1 : la folklorisation et la disparition de la langue.**
Une Bretagne réduite à des cartes postales, des festoù-noz touristiques, et quelques mots de breton pour l'affiche. La langue s'éteint, les jeunes s'éloignent, et le pays perd sa substance.
- **Choix 2 : la renaissance et l'autonomie politique.**
Une Bretagne qui assume son identité, qui reconstruit ses institutions, qui retrouve la maîtrise de son destin économique et culturel. Une nation moderne, solidaire et influente en Europe.

Plan d'action immédiat (2025-2030)

- **Lancer une grande campagne pour la réunification.**
Sans les cinq départements, il n'y a pas de Bretagne crédible. C'est un combat symbolique et concret à la fois.

- **Créer un média indépendant puissant.**
Un média libre, moderne et populaire, capable de rivaliser avec les grands groupes français, de porter la voix bretonne et d'informer sans filtre.
 - **Structurer un fonds breton international.**
Un instrument financier alimenté par la diaspora, les entreprises, les citoyens. Un levier de liberté et d'action pour financer projets et mobilisations.
 - **Fixer des objectifs clairs pour la langue.**
Atteindre 500 000 locuteurs en 2035, 1 million en 2050. Développer massivement l'immersion, la transmission et la création culturelle.
 - **Bâtir une gouvernance fédérative.**
Mettre fin aux querelles stériles. Créer une structure démocratique et inclusive, capable d'unir les énergies et de définir des priorités communes.
-

La Bretagne a tout pour réussir.

Son histoire millénaire, sa culture vivante, sa diaspora active, ses talents créatifs et économiques.

Mais rien ne se fera sans unité, vision et stratégie.

**Le temps des demi-mesures est révolu.
Il faut oser planifier, oser agir, oser gagner.
L'avenir de la Bretagne se joue maintenant.**